

L'allusion faite dans le discours du trône à la prospérité générale du pays est justifiée par les faits, et la déclaration faite que la crise financière qui s'est partout fait sentir, en Canada comme ailleurs, durant l'année dernière, n'est que temporaire, doit être considérée comme bien fondée. Les conditions dans lesquelles cette crise s'est produite, et qui, je l'espère, est sur le point de se terminer, sont d'une nature qu'aucun gouvernement ne pouvait modifier. Toutefois, il faut excepter, naturellement, la spéculation sur la propriété foncière, dont nous avons été témoins, durant ces dernières années. Cette spéculation atteignit, en 1912, un degré d'intensité tellement anormal qu'une réaction devait se produire. Cette réaction peut être attribuée en partie à la sage discrétion de nos banques; mais il faut l'attribuer davantage aux soupçons des capitalistes du dehors. C'est ce qui explique la dépression temporaire, mais inévitable qu'accuse la branche d'affaires que je viens de mentionner. Quant à la situation générale, l'état de gêne dans lequel s'est trouvé le marché monétaire et le défaut général d'activité dans les affaires doivent être attribués aux conditions dans lesquelles se sont trouvés les différents pays.

Une grande prospérité internationale; une trop grande expansion du commerce et de l'industrie ont été la première cause du ralentissement momentané du progrès du monde entier, comme la chose s'est produite périodiquement dans le passé. Le Canada, toutefois, est l'un des pays importants qui n'a cessé de recourir de plus en plus au marché monétaire anglais. Un habile discours prononcé par sir F. Williams Taylor, le gérant général actuel de la Banque de Montréal, fait voir que le montant total des placements faits par les capitalistes anglais en Canada et enregistrés à Londres, qui s'élevait, en 1902, à \$1,027,025,500, était, en 1912, de \$2,052,245,000. Le fait seul que ces placements anglais ont doublé, en Canada, durant une simple période décennale, est déjà par lui-même remarquable; mais nous constatons que les capitalistes anglais continuent à placer leur argent dans notre pays.

M. E. R. Wood, l'une des premières autorités financières de Toronto, qui a fait une étude approfondie de ce sujet, estime que durant l'année 1913, une somme additionnelle de \$255,084,114, provenant de capitalistes anglais, a été placée sur des valeurs du gouvernement, ainsi que des municipalités et de compagnies de chemins

de fer du Canada. Cette somme additionnelle représente 72.6 pour cent du montant total des placements anglais en Canada et aux Etats-Unis. Ces chiffres font voir incidemment l'énorme développement des intérêts financiers qu'ont les capitalistes d'Angleterre en Canada. Les placements anglais en Canada, de 1902 à 1912, ont été en moyenne, de \$200,000,000 par année, tandis qu'en 1913, comme je viens de le dire, les placements anglais se sont élevés à \$255,000,000.

A un autre point de vue, il apparaît donc que, durant même une année de crise financière, en Canada, aucune des principales entreprises du Canada n'a senti l'effet de cette crise. Quelques particuliers ou les hommes d'affaires les moins importants, ont pu être atteints jusqu'à un certain point. La crise a pu les obliger à réduire leurs opérations et leurs dépenses jusqu'à ce que l'on ait pourvu aux grandes entreprises publiques, qui sont les facteurs vitaux du développement national. Quelques critiques ont été faites sur ce point contre les banques. Il n'est pas douteux qu'en 1907, la gêne financière de cette année-là eût été désastreuse pour le Canada, comme elle le fut pour les Etats-Unis, si nos banques n'eussent par leur initiative remédié à cette gêne. De grandes pertes ont été, je crois, évitées par les sages avertissements donnés alors par les banques à leurs clients, auxquels elles conseillèrent de réduire leurs opérations spéculatives et leur commerce tant que durerait la crise financière.

Je citerai M. R. S. Gourlay, président de l'association des fabricants canadiens, qui déclara, le 17 septembre dernier, ce qui suit:

"Nos banques ont droit à notre gratitude pour la manière heureuse dont elles ont résolu une question difficile. Prétendre qu'elles ont refusé de procurer de l'argent pour des fins de spéculation, ou pour appuyer de nouvelles entreprises, c'est reconnaître qu'elles ont préféré conserver leurs ressources de manière à se trouver plus en état, elles-mêmes, de protéger les affaires légitimes. C'est ce qu'elles ont fait et je crois qu'elles l'ont bien fait. Car, à une ou deux exceptions près, lorsque certaines considérations nécessitaient une réduction du crédit, je ne sache pas que les banques aient refusé à toute opération industrielle saine, ou à toute autre de même nature, l'argent dont elle avait réellement besoin.

Il apparaît aussi que les prêts faits au commerce par les banques chartées, se sont accrus de vingt-quatre millions, durant les huit premiers mois de l'année dernière, tandis que les dépôts ont diminué